

**Climat - COP23 - Réponse de Mme  
Brune Poirson, secrétaire d'État  
auprès du ministre d'État, ministre  
de la transition écologique et  
solidaire, à une question au  
gouvernement à l'Assemblée  
nationale**

(Paris, 15 novembre 2017)

Question sur la mise en oeuvre des Accords de Paris

Monsieur Patrice Perrot, nous ne pouvons être résignés dans ce domaine. Parce que nous ne pouvons pas perdre ce combat, nous devons y consacrer toute notre énergie.

Je me suis effectivement rendue à Bonn ces deux derniers jours. J'ai pu y prendre la mesure de la mobilisation des acteurs pour faire avancer les négociations et trouver des solutions concrètes, dont certaines y ont d'ailleurs été présentées.

La France prend toute sa part de responsabilité dans la lutte contre le changement climatique et pour faire avancer les négociations. C'est d'ailleurs la raison de la présence du président de la République ainsi que du ministre d'État Nicolas Hulot, aujourd'hui, à Bonn.

La France, pays où fut signé l'Accord de Paris, rappelons-le, porte une responsabilité particulière. Sa contribution se concentre autour de trois priorités.

La première est l'ambition. Je l'ai dit, la France a une responsabilité particulière. Nous avons annoncé en juillet dernier un plan climat, dont nous avons commencé la mise en oeuvre. Il se fixe comme objectif la neutralité carbone d'ici à 2050, ce qui est extrêmement ambitieux.

La seconde est l'action, essentielle. Nous mettons en oeuvre, dans notre pays, l'Accord de Paris, et nous encourageons nos partenaires à agir de même. Vous avez voté, ici même, la loi qui tend à mettre fin à l'exploitation des hydrocarbures d'ici à 2040.

La troisième est la solidarité, en France, grâce au paquet solidarité climatique, mais aussi vis-à-vis de nos partenaires internationaux, puisque nous contribuerons à hauteur de 5 milliards d'euros à la solidarité climatique à partir de 2020.

Il s'agit aussi, vous l'avez souligné, de mener sur nos territoires la lutte contre le changement climatique. Nous voulons apporter des solutions probantes, et des collectivités ont répondu

présent à notre appel./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)